

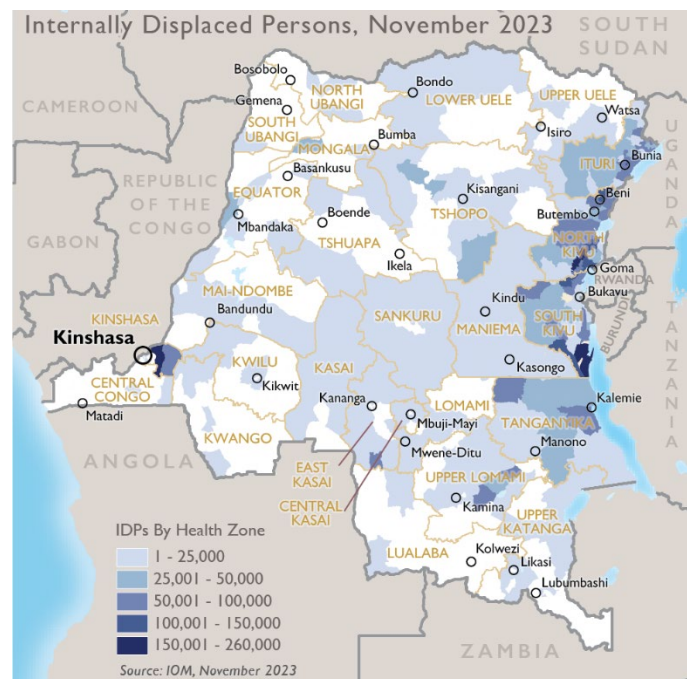
République démocratique du Congo - Urgence complexe

25 avril 2024

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION



- La sécurité alimentaire et la malnutrition continuent de s'aggraver dans toute la RDC, avec 1,6 million d'enfants âgés de cinq ans ou moins souffrant de MAG (malnutrition aigüe globale) en 2023, 520 000 d'entre eux souffrant de malnutrition aigüe sévère. Le franc congolais continue de se déprécier, ce qui contribue à aggraver l'insécurité alimentaire dans le pays.
- Les personnes résidant sur le site de PDI de Kanyaruchinya à Goma sont confrontées à de graves problèmes de protection, notamment le recrutement forcé dans des groupes armés, la violence sexiste et l'exploitation sexuelle, selon les acteurs humanitaires.
- Plus de 164 000 personnes sont toujours déplacées et ont un besoin urgent d'aide humanitaire dans la province de l'Ituri en raison de la violence des milices CODECO et Zaïre.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

En interventions d'urgence en RDC pour l'exercice fiscal 2024

 USAID/BHA¹ 362 417 909 \$

 Département d'État/PRM² 12 710 000 \$

Total 375 127 909 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 6

¹ Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

² Bureau de la population des réfugiés et des migrations du Département d'État des États-Unis : U.S. Department of State's Bureau of Population, Refugees, and Migration (Département d'État/PRM)

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Les conditions alimentaires et nutritionnelles se détériorent en RDC alors que 1,6 million d'enfants sont confrontés à une malnutrition aiguë globale en 2023

La forte prévalence des maladies infantiles, les faibles revenus des ménages et l'insécurité persistante, ainsi que les mauvaises pratiques de nutrition maternelle et infantile et les piètres conditions d'hygiène, continuent de contribuer à l'augmentation de la malnutrition en République démocratique du Congo (RDC), selon une évaluation menée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) entre septembre et décembre 2023. L'enquête nationale sur la nutrition réalisée par l'agence des Nations Unies a déterminé que 520 000 enfants âgés de cinq ans ou moins souffriraient de malnutrition aiguë sévère - caractérisée par l'émaciation, la forme la plus mortelle de malnutrition - en 2023. En outre, l'UNICEF a signalé 1,6 million de cas de malnutrition aiguë globale (MAG) en 2023 - un indicateur nutritionnel de base utilisé pour évaluer les taux de nutrition globaux dans une zone particulière - parmi les enfants de moins de cinq ans, ce qui représente un taux de MAG de plus de 8 % dans tout le pays. Deux provinces - Lomami et Mai-Ndombe - ont enregistré des taux de MAG supérieurs au seuil critique de 15 %, tel que déterminé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) des Nations Unies, tandis que sept autres provinces ont enregistré des taux de MAG se situant dans le seuil d'urgence de 10 à 15 %. En réponse aux besoins croissants en matière de nutrition infantile en RDC, l'USAID/BHA soutient 12 organisations non gouvernementales (ONG) et agences des Nations Unies pour mettre en œuvre des activités de nutrition à travers le pays.

Dans le même temps, les ménages vivant dans les zones touchées par le conflit et ayant un accès limité à l'aide humanitaire pourraient être confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de niveau Urgence - IPC4 - entre mars et mai, en partie à cause de l'augmentation des prix des aliments de base, selon Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET).³ Les ménages confrontés à une insécurité alimentaire aiguë de niveau Urgence présentent d'importants écarts de consommation alimentaire et ont recours à la vente de leurs moyens de subsistance pour répondre à leurs besoins alimentaires de base. Les mauvaises conditions macroéconomiques - y compris une dépréciation de plus de 25 % du franc congolais par rapport au dollar américain entre mars 2023 et mars 2024 - ont contribué à une augmentation des prix des denrées alimentaires de base, en particulier des produits importés tels que le maïs, laissant les ménages dans l'incapacité de répondre à leurs besoins alimentaires, selon la Banque centrale du Congo et FEWS NET.

Les conditions de déplacement difficiles dans le site de PDI de Kanyaruchinya exposent les femmes à des risques accrus de violence sexiste

Selon une étude réalisée en mars par une organisation humanitaire, l'insécurité persistante dans le site de PDI de Kanyaruchinya à Goma (province du Nord-Kivu) a exposé les résidents à de graves problèmes de protection, tels que l'extorsion, la violence sexuelle et le vol, et ce pour toutes les catégories démographiques, y compris les enfants, les adultes de sexe féminin et masculin et les personnes âgées. Cependant, l'étude a révélé des différences importantes entre les sexes en ce qui concerne les vulnérabilités en matière de protection résultant des conditions économiques dégradées des PDI. Alors que les hommes se sont dits préoccupés par le recrutement forcé dans les groupes armés et le manque d'opportunités génératrices de revenus, les femmes ont fait part de leur inquiétude quant au désespoir

³ La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays, va de Minimale-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.

économique qui les pousse à pratiquer le sexe de survie pour subvenir aux besoins de leur famille, en particulier lorsque les hommes n'ont pas accès à des moyens de subsistance. En outre, les adolescentes ont évoqué la crainte persistante d'être forcées à se marier, ce qui constitue une stratégie d'adaptation négative. En raison de l'accès limité des hommes à l'emploi, les attentes pèsent lourd sur les femmes déplacées à Kanyaruchinya qui doivent générer des revenus tout en gérant les tâches ménagères, ce qui les conduit souvent à recourir à la prostitution ou au sexe de survie pour soutenir leurs familles. Selon l'organisation humanitaire, la perception des risques pour la protection par les PDI était plus importante au sein de la population interrogée que le nombre de cas signalés, ce qui souligne la peur omniprésente chez les femmes et les filles et la sous-déclaration probable des incidents - tels que les mariages précoces et la violence conjugale - au sein des sites d'accueil. Compte tenu de ces résultats, l'organisation humanitaire a recommandé que les interventions humanitaires prennent en compte les risques de sécurité auxquels les femmes et les filles sont confrontées dans les sites de PDI et les moyens de réduire leur dépendance à l'égard de l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes dans des zones sombres et peu sûres. Les violences sexuelles qui, selon les acteurs humanitaires ont augmenté dans le Nord-Kivu en 2024, représentaient près de 50 % de tous les incidents de protection enregistrés et ont touché près de 123 000 personnes dans toute la RDC en 2023, selon le Protection Cluster.⁴

En raison de la violence des milices CODECO et Zaïre , 164 000 personnes ont besoin d'assistance dans la province de l'Ituri

Le 6 avril, des affrontements et des actes de représailles impliquant des éléments affiliés à la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO) et la milice rivale Zaïre dans la ville de Galayi (zone de santé de Mongbalu, territoire de Djugu, province de l'Ituri) ont fait au moins 25 morts, selon les médias internationaux. L'attaque de Galayi, liée à la CODECO, s'inscrit dans une tendance à la détérioration des conditions humanitaires et de sécurité en Ituri au cours des derniers mois. Les violences entre les éléments de la CODECO et de Zaïre, ainsi que les attaques attribuées à des éléments du groupe armé des Forces démocratiques alliées, ont donné lieu à de nombreuses violations de la protection, notamment des meurtres, des enlèvements et le travail forcé dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa (Ituri) au mois de mars, selon l'ONU. Ces incidents ont également entraîné de multiples vagues de déplacements de population ; plus de 13 000 personnes ont fui les attaques des groupes armés dans les localités de Kpanga, Libo et Lidjoba (zone de santé de Drodoro) pour se réfugier dans des régions voisines relativement stables entre la mi-mars et la fin mars. L'afflux de personnes a exacerbé les besoins humanitaires. Selon les acteurs humanitaires, plus de 164 000 personnes déplacées dans 66 sites de PDI en Ituri auraient un besoin urgent d'assistance. En réponse, l'ONU signale que les acteurs humanitaires ont atteint plus de 156 000 personnes avec une aide alimentaire entre le 16 et le 31 mars dans la province. En outre, les acteurs humanitaires ont atteint 40 000 membres de la communauté d'accueil, PDI et rapatriés dans la province de l'Ituri avec une aide en espèces multisectorielle à compter du 22 mars.

Les retours dans les zones d'origine augmentent, mais les besoins restent élevés

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les conditions de vie difficiles dans les zones de déplacement, telles que la surpopulation et le manque de services essentiels et de sécurité physique, ont accru la vulnérabilité des individus à l'exploitation et à la violence sexiste et ont continué à favoriser les retours vers les zones d'origine à la date du 9 mars. En outre, on estime que 189 000 personnes, dont plus de 112 000 femmes, résidaient dans des sites informels non gérés par le Groupe

⁴ Le Protection Cluster est l'organe de coordination des activités de protection humanitaire, comprenant des agences des Nations Unies, des ONG et d'autres parties prenantes.

sectoriel pour la coordination et la gestion des camps à la date du 29 mars, où elles ont pu être confrontées à des risques accrus en matière de sécurité et à des conditions de vie médiocres en raison du manque de services. Selon l'OIM, malgré les menaces contre la protection et les combats localisés dans le Nord-Kivu, le nombre total de rapatriés précédemment déplacés par la violence du Mouvement du 23 mars (M23) a augmenté de près de 20 % entre le 12 et le 29 mars, avec près de 624 000 retours principalement concentrés dans la zone de santé de Mweso (territoire de Masisi) et la zone de santé de Kibirizi (territoire de Rutshuru) en raison du calme relatif dans ces zones.

Dans le territoire de Rutshuru, environ 23 000 personnes qui avaient fui les affrontements du groupe armé M23 au début du mois de mars sont retournées dans leurs régions d'origine dans les localités de Kashalira, Kibirizi et Kirima de la zone de santé de Kibirizi entre le 12 et le 28 mars, dans un contexte d'amélioration de la sécurité et de conditions de vie difficiles dans les zones de déplacement, selon les acteurs humanitaires. De nombreuses personnes sont revenues pour constater que leurs champs avaient été pillés - probablement par des acteurs armés - et qu'elles n'avaient qu'un accès limité à leurs moyens de subsistance en raison de l'insécurité persistante, ce qui a entravé l'accès à la nourriture. En réponse aux besoins humanitaires croissants, Médecins Sans Frontières et World Vision, partenaire de l'USAID/BHA, ont mis en œuvre des activités sanitaires et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), respectivement, dans les zones de retour à partir du 5 avril, selon l'ONU.

CHIFFRES CLES



5,3 millions

Personnes ayant reçu une aide alimentaire entre janvier et décembre 2023 par le PAM



11

Nombre de partenaires de l'USAID/BHA mettant en œuvre des programmes de nutrition essentiels en RDC

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Les partenaires de l'USAID/BHA continuent de fournir une aide alimentaire d'urgence aux populations à risque d'insécurité alimentaire aiguë en RDC, notamment les membres des communautés d'accueil, les PDI et les réfugiés. Les ONG partenaires et l'ONU fournissent des transferts en espèces pour les denrées alimentaires, des bons alimentaires et une aide alimentaire en nature, y compris des produits de base fournis par les États-Unis, afin d'aider les ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Avec le financement de l'USAID/BHA et d'autres bailleurs de fonds, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a aidé 5,3 millions de personnes à travers le pays en 2023, dont 732 000 personnes dans le Nord-Kivu ; 343 000 personnes dans le Sud-Kivu ; et 172 000 personnes en Ituri en décembre. L'USAID/BHA est le plus grand contributeur aux programmes d'assistance alimentaire du PAM en RDC.

L'USAID/BHA soutient actuellement 11 agences des Nations Unies et ONG partenaires pour identifier et traiter la malnutrition aiguë dans toute la RDC. L'UNICEF, partenaire de l'USAID/BHA, a examiné plus de 2,5 millions d'enfants âgés de cinq ans et moins en 2023 et a identifié plus de 319 000 enfants souffrant d'émaciation sévère, qui ont tous été hospitalisés en vue de suivre un traitement. Avec le soutien de l'USAID/BHA, l'UNICEF a formé près de 172 000 mères et soignants à l'utilisation du bracelet de mesure du périmètre brachial ou MUAC (Mid-Upper Arm Circumference) pour dépister la malnutrition aiguë en 2023. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels à plus long terme, le financement de l'USAID/BHA soutient des activités visant à renforcer la capacité des agents de santé communautaires et d'autres personnels de santé à gérer et à

référer les cas de malnutrition aiguë vers les centres de traitement. Les partenaires de l'USAID/BHA mènent également des activités de sensibilisation liées aux pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ainsi qu'un suivi communautaire des conditions nutritionnelles et de la prévention des résultats de la malnutrition. Save the Children Federation, avec le soutien de l'USAID/BHA, a fourni des intrants nutritionnels à plus de 15 établissements de santé en Ituri entre le 15 janvier et le 5 février.



70

Nombre moyen d'interventions contre le choléra menées par jour par l'UNICEF en 2023, principalement au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika

SANTE

Les ONG et les partenaires des Nations Unies, avec le soutien du gouvernement américain, s'efforcent d'accroître la disponibilité des médicaments essentiels et des fournitures médicales, l'accès des populations déplacées et des populations hôtes à des services de soins de santé primaires de qualité, ainsi que les efforts de surveillance et de réponse aux maladies, tout en offrant des formations et d'autres mesures de renforcement des capacités aux travailleurs de la santé. Les partenaires du gouvernement américain soutiennent les activités de soins de santé reproductive et de prévention et de réponse à la violence sexiste dans les communautés touchées par la crise dans l'est de la RDC, ainsi que les efforts de sensibilisation aux pratiques exemplaires en matière de santé et d'hygiène pour prévenir la transmission des maladies transmissibles. En 2023, l'UNICEF a atteint près de 3,6 millions de personnes dans le cadre de ses activités de lutte contre le choléra, dont plus de 90 % dans les 48 heures suivant la notification du cas. En outre, en 2023, environ 378 000 enfants âgés de cinq ans ou moins et plus de 100 000 femmes enceintes ont reçu des soins de santé primaires dans des centres de santé soutenus par l'UNICEF dans tout le pays.



800 000

Personnes touchées par les interventions de l'UNICEF en matière de prévention de la violence sexiste, d'atténuation des risques ou de riposte en

PROTECTION

Les partenaires du gouvernement américain soutiennent les services de protection essentiels dans les zones de la RDC touchées par les conflits tout en intégrant les considérations de protection dans tous les autres programmes humanitaires soutenus par le gouvernement américain. Le gouvernement américain fournit des fonds qui permettent aux partenaires de soutenir les services de protection de l'enfance, de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS), l'instauration d'espaces sûrs pour les enfants et les victimes de violence sexiste, et des activités axées sur la santé mentale et le bien-être du personnel. L'UNICEF a fourni des services de protection de l'enfance à environ 21 500 enfants précédemment associés à des groupes armés, à des mineurs non accompagnés et séparés et à des victimes de violences sexuelles en 2023, soit une augmentation de 42 % par rapport à 2022. L'UNICEF a également fourni des services de SMSPS à plus de 335 000 enfants et soignants en RDC au cours de l'année.



15

Nombre de partenaires du gouvernement américain mettant en œuvre des programmes d'abris en RDC

ABRIS ET CAMPS

Avec le soutien du gouvernement américain, les ONG et les partenaires des Nations Unies facilitent la construction d'abris d'urgence pour les personnes déplacées et soutiennent la coordination et la gestion des camps destinés aux PDI et aux réfugiés en RDC. Le financement du gouvernement américain soutient l'achat et la distribution d'articles d'aide d'urgence en nature, notamment des couvertures, des ustensiles de cuisine et des bâches. Les partenaires de l'USAID/USG fournissent également des solutions d'hébergement à plus long terme aux rapatriés dans des zones plus stables, en plus d'une assistance juridique pour aider les familles rapatriées à obtenir des terres pour l'agriculture et un logement dans leurs zones de réinstallation. Le HCR, partenaire du Département d'État/PRM, en partenariat avec l'ONG AIDES, a achevé la construction de 15 des 20 hangars communautaires prévus, qui serviront de logement temporaire pour les ménages déplacés, près du site de PDI de Lushagala, à compter du 29 février.



12

Provinces dans lesquelles les partenaires de l'USAID/BHA mettent en œuvre des programmes WASH

WASH

Le gouvernement américain aide les ONG et les partenaires des Nations Unies à mettre en œuvre des activités WASH dans toute la RDC. Les activités soutenues par le gouvernement américain comprennent la distribution de kits d'hygiène et d'autres produits essentiels WASH et le transport de réserves d'eau d'urgence aux sites accueillant des PDI et des réfugiés. Les partenaires du gouvernement américain construisent et réhabilitent également des infrastructures WASH, telles que des stations de lavage des mains, des latrines, des douches et des points d'eau, et facilitent un accès sûr aux infrastructures WASH existantes pour les populations vulnérables. En 2023, l'UNICEF a construit de nouvelles infrastructures sanitaires et remis en état celles qui existaient déjà pour près de 366 000 personnes, y compris des toilettes d'urgence dans des sites de PDI, et des établissements de santé et scolaires.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- Malgré la mise en œuvre d'un accord de paix en 2003, les combats entre les forces opposées au M23 et différentes entités armées, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda, le groupe Mai-Mai et des milices affiliées aux groupes ethniques Hema et Lendu, continuent de faire rage et contribuent à des niveaux élevés d'insécurité et de déplacement des populations dans l'est de la RDC.
- Les violences, l'accès humanitaire restreint, les piètres infrastructures, les recrutements forcés dans les groupes armés et l'accès limité aux terres agricoles et aux marchés traditionnels ont contribué à la dégradation des conditions humanitaires dans plusieurs parties de la RDC, déclenchant ainsi un déplacement interne généralisé et l'exode des populations réfugiées.
- Depuis mars 2022, de nouveaux affrontements entre les FARDC, le M23 et d'autres groupes armés dans l'est de la RDC ont entraîné une augmentation du nombre de victimes civiles, des infrastructures endommagées et détruites et le déplacement de centaines de milliers de personnes au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, ce qui a mis à rude épreuve les capacités humanitaires dans les zones recevant des personnes déplacées. Les personnes déplacées sont confrontées à des risques importants de maladie et de protection en raison d'un accès insuffisant aux abris et à d'autres aides d'urgence, en particulier dans la périphérie de Goma, où de nombreuses personnes ont fui à la suite de l'escalade du conflit en octobre 2022 et février 2024. Les organisations d'aide humanitaire font également état d'un accès très restreint aux zones du Nord-Kivu contrôlées par le M23, où l'accès aux services de base et à la nourriture est probablement limité.
- Le 12 octobre 2023, l'ambassadrice des États-Unis Lucy Tamlyn a renouvelé une déclaration de besoin humanitaire pour l'année fiscale 2024 en raison des conditions d'urgence complexes en cours en RDC.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2024¹

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
USAID/BHA			
Association Locale pour le Développement Intégral (ALDI)	Aide alimentaire	Ituri	1 000 000 \$
PAM	Aide alimentaire - Aide alimentaire en nature (produits provenant des États-Unis) ; Nutrition	Ensemble du pays	222 340 218 \$
	Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation, Soutien logistique	Ensemble du pays	44 000 000 \$
Tearfund	Agriculture ; WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu	7 000 000 \$
UNICEF	Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA) ; Santé ; Nutrition ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika	26 000 000 \$
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)	HCIMA	Ensemble du pays	1 500 000 \$
World Relief International (WRI)	Agriculture ; Aide alimentaire : approvisionnement local, régional et international (LRIP)	Nord-Kivu, Tanganyika	5 500 000 \$

Partenaires de mise en œuvre	Agriculture ; Aide alimentaire ; Santé ; HCIMA ; Nutrition ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Djugu, Bas-Uélé, Maniema, Nord-Kivu, Nord-Ubangi, Sud-Kivu, Sud-Ubangi, Tshopo	53 487 870 \$
Soutien logistique			862 936 \$
Soutien au programme			726 885 \$
FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA			362 417 909 \$
DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM			
Comité International de la Croix-Rouge	Agriculture ; Relance économique et systèmes de marché (ERMS) ; Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation, Bons d'alimentation ; HCIMA ; Santé ; Soutien logistique ; Assistance en espèces polyvalente (MPCA) ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ensemble du pays	3 300 000 \$
HCR	Coordination et gestion des camps ; Éducation ; ERMS ; HCIMA ; Santé ; Soutien logistique ; Moyens de subsistance ; MPCA ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ensemble du pays	9 360 000 \$
Partenaires de mise en œuvre	Protection	Ituri, Sud-Ubangi, Haut-Uélé	50 000 \$
FINANCEMENT TOTAL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM			12 710 000 \$
FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2024			375 127 909 \$

¹ L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement à compter du 21 mars 2024.

² Valeur estimée de l'aide alimentaire et des frais de transport au moment de l'achat ; sous réserve de modifications.

³ Ce total ne comprend pas le financement de plus de 11,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2024 du Département d'État/PRM pour les réfugiés congolais dans les pays voisins, ce qui porte le total des financements d'urgence du gouvernement américain pour l'urgence complexe de la RDC au cours de l'exercice 2024 à 306 millions de dollars.

INFORMATIONS SUR LES DONNS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour en savoir plus, consultez :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information de l'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante : usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work